



Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition dans un immeuble bâti

N° de dossier : 25/IMO/44666/OLP

Date du rapport : 01/07/2025

Références réglementaires et normatives				
Textes réglementaires	La mission est effectuée en application : - de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 et du 16 juillet 2019 modifié par arrêté du 23 janvier 2020 – des articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.			
Normes utilisées	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis			
Immeuble bâti visité				
Adresse	Rue :	LIEU FORET DE SUZAC	DIT	BABOUINE
Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°:				
Code postal, ville : 17132 MESCHERS SUR GIRONDE				
Section cadastrale AB, Parcelle(s) n° 173				
Périmètre de repérage				
Type de logement :		Habitation (maisons individuelles)		
Fonction principale du bâtiment :		Date du permis de construire non connue		
Date de construction :				
Le propriétaire et le donneur d'ordre				
Le(s) propriétaire(s)	Nom et prénom :	CONSERVATOIRE DU LITTORAL		
	Adresse :	10 RUE DU DOCTEUR PELTIER 17300 ROCHEFORT		
Le donneur d'ordre	Nom et prénom :	CONSERVATOIRE DU LITTORAL		
	Adresse :	10 RUE DU DOCTEUR PELTIER 17300 ROCHEFORT		
Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	OLIVIER PROVINI	Opérateur de repérage	B.2.C 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM	Obtention : 01/09/2007 Échéance : 01/09/2012 N° de certification : 1234567
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				
Raison sociale de l'entreprise : SARL AUGRY (Numéro SIRET : 414 135 574 00039)				
Adresse : 7 AVENUE JEAN JAURES, 17110 SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE				
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA				
Numéro de police et date de validité : 6709513304 - 01/10/2025				
Le rapport de repérage				
Date d'émission du rapport de repérage : 01/07/2025				
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses				
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 25 pages				

SOMMAIRE

1	CONCLUSIONS.....	2
2	LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES	3
3	LA MISSION DE REPERAGE	3
3.1	Le cadre réglementaire	3
3.2	Programme de travaux	3
3.3	Programme et périmètre de repérage.....	3
4	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	3
4.1	Rapports précédemment réalisés	3
4.2	Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur.....	4
4.3	Plan et procédures de prélèvements	4
5	RESULTATS DU REPERAGE	4
6	SIGNATURES.....	8
7	ANNEXES.....	9
7.1	Fiche d'identification et de cotation	9
7.2	Conséquences règlementaires et recommandations	10
7.3	Recommandations générales de sécurité	11
7.4	Plans et croquis	13
7.5	Photos.....	14
7.6	Rapports d'essais de laboratoire.....	18
7.7	Autres documents	20
7.8	Assurance	22
7.9	Certificat de compétences	25

1 CONCLUSIONS

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent « Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante », **il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

Localisation	Description
Bâtiment 1 - Pièce	Revêtements durs en fibres-ciment EPARSES
Annexes - Ruine	Plaques FIBROCIMENT

Des investigations approfondies doivent être réalisés et des moyens d'accès mis à disposition par le donneur d'ordre.

Localisation	Zones inaccessibles	Raison	Moyens à mettre en œuvre
Ensemble immobilier infrastructure, fondations	- Toutes	Hors d'atteinte	-
Ensemble immobilier Réseaux souterrain	- Toutes	Hors d'atteinte	-

Localisation	Zones inaccessibles	Raison	Moyens à mettre en œuvre
Annexes - Terrain	Toutes	Végétation importante + absence de délimitation	-
Ensemble immobilier - sol	Toutes	recouvert de gravat, détritrus	-

2 LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Raison sociale et nom de l'entreprise : MY EASYLAB

Adresse : 4 RUE MARYSE BASTIé 44700 ORVAULT

Numéro d'accréditation Cofrac : PCA AB 1609

3 LA MISSION DE REPERAGE

3.1 Le cadre réglementaire

La mission est effectuée en application :

- de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 et du 16 juillet 2019 modifié par arrêté du 23 janvier 2020,
- des articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.
- de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

3.2 Programme de travaux

Programme des travaux : Néant

3.3 Programme et périmètre de repérage

Dans le cadre de la démolition de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

Périmètre de repérage :

Référence du programme de travaux : Néant

4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) de visite sur site : 26/06/2025

4.1 Rapports précédemment réalisés

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

4.2 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017 et de l'arrêté du 16 juillet 2019.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X


4.3 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé le respect du plan et des procédures d'intervention.


5 RESULTATS DU REPERAGE



Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie :

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités



M012 : Partie à inspecter : TOLES METAL.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Toiture	1	<u>Identifiant</u> : M012 <u>Description</u> : TOLES METAL <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		



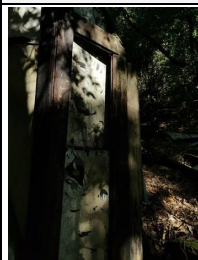
2 - Parois verticales extérieures et Façades

M014 : Partie à inspecter : BETON BRUTE.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Façades	1	<u>Identifiant</u> : M014 <u>Description</u> : BETON BRUTE <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		



M007 : Partie à inspecter : Plaques FIBROCIMENT.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Ruine	1	<u>Identifiant</u> : M007 <u>Description</u> : Plaques FIBROCIMENT <u>Quantification</u> : 1 ENS <u>Résultat</u> : Présence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B07	B07	
M004 : Partie à inspecter : Joint de mastic de vitrage.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce : MENUISERIES BOIS	1	<u>Identifiant</u> : M004 <u>Description</u> : Joint de mastic de vitrage <u>Quantification</u> : 3 U <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B04	B04	

3 - Parois verticales intérieures

M001 : Partie à inspecter : Joint d'assemblage.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	<u>Identifiant</u> : M001 <u>Description</u> : Joint d'assemblage <u>Quantification</u> : 21 ml <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B01	B01	
M002 : Partie à inspecter : Revêtements durs en fibres-ciment (Revêtements durs en fibres-ciment EPARSEs).					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	<u>Identifiant</u> : M002 <u>Description</u> : Revêtements durs en fibres-ciment EPARSEs <u>Quantification</u> : 1 ENS <u>Résultat</u> : Présence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B02	B02	


M010 : Partie à inspecter : PLAQUES BETON.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	Identifiant : M010 Description : PLAQUES BETON Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		
M006 : Partie à inspecter : Panneaux de cloisons TYPE ISOREL.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Ruine	1	Identifiant : M006 Description : Panneaux de cloisons TYPE ISOREL Quantification : 1 ENS Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B06	B06	
M013 : Partie à inspecter : STRUCTURE BOIS.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Ruine	1	Identifiant : M013 Description : STRUCTURE BOIS Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

4 - Plafonds et faux plafonds


M003 : Partie à inspecter : Panneaux collés vissés ou cloués (Panneaux collés vissés ou cloués type ISOREL).					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	Identifiant : M003 Description : Panneaux collés vissés ou cloués type ISOREL Quantification : 1 ENS Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B03	B03	
M011 : Partie à inspecter : CHARPENTE BOIS.					
Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	Identifiant : M011 Description : CHARPENTE BOIS Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

5 - Planchers et planchers techniques

M009 : Partie à inspecter : BOIS.					
-----------------------------------	--	--	--	--	--

Niveau : Bâtiment 1					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Pièce	1	Identifiant : M009 Description : BOIS Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

M005 : Partie à inspecter : Dalle moquette avec entre couche noire.

Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Ruine	1	Identifiant : M005 Description : Dalle moquette avec entre couche noire Quantification : 1 m2 Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B05	B05	


6 - Conduits et accessoires intérieurs

Sans objet

7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

8 - Équipements divers et accessoires

M008 : Partie à inspecter : JOINT SUR ELEMENT INCONNU.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Terrain	1	Identifiant : M008 Description : JOINT SUR ELEMENT INCONNU Quantification : 1 U Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : B08	B08	

9 - Fondations et soubassements

Sans objet

10 - Aménagements, voiries et réseaux divers

Sans objet

Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017

Sans objet

6 SIGNATURES

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **B.2.C - 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM (détail sur www.info-certif.fr)**

Fait à **MESCHERS SUR GIRONDE**, le **01/07/2025**

Par : **OLIVIER PROVINI**



Signature du représentant :

7 ANNEXES

7.1 Fiche d'identification et de cotation

Echantillon	Date de prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Description	Résultat
B01		Bâtiment 1 - Pièce	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés		Absence d'amiante
B02		Bâtiment 1 - Pièce	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres		Présence d'amiante
B03		Bâtiment 1 - Pièce	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds		Absence d'amiante
B04		Bâtiment 1 - Pièce : MENUISERIES BOIS	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures		Absence d'amiante
B05		Annexes - Ruine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols		Absence d'amiante
B06		Annexes - Ruine	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)		Absence d'amiante
B07		Annexes - Ruine	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich		Présence d'amiante
B08		Annexes - Terrain	8 - Équipements divers et accessoires - Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes		Absence d'amiante

7.2 Conséquences réglementaires et recommandations

Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.3 Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'emphysème important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

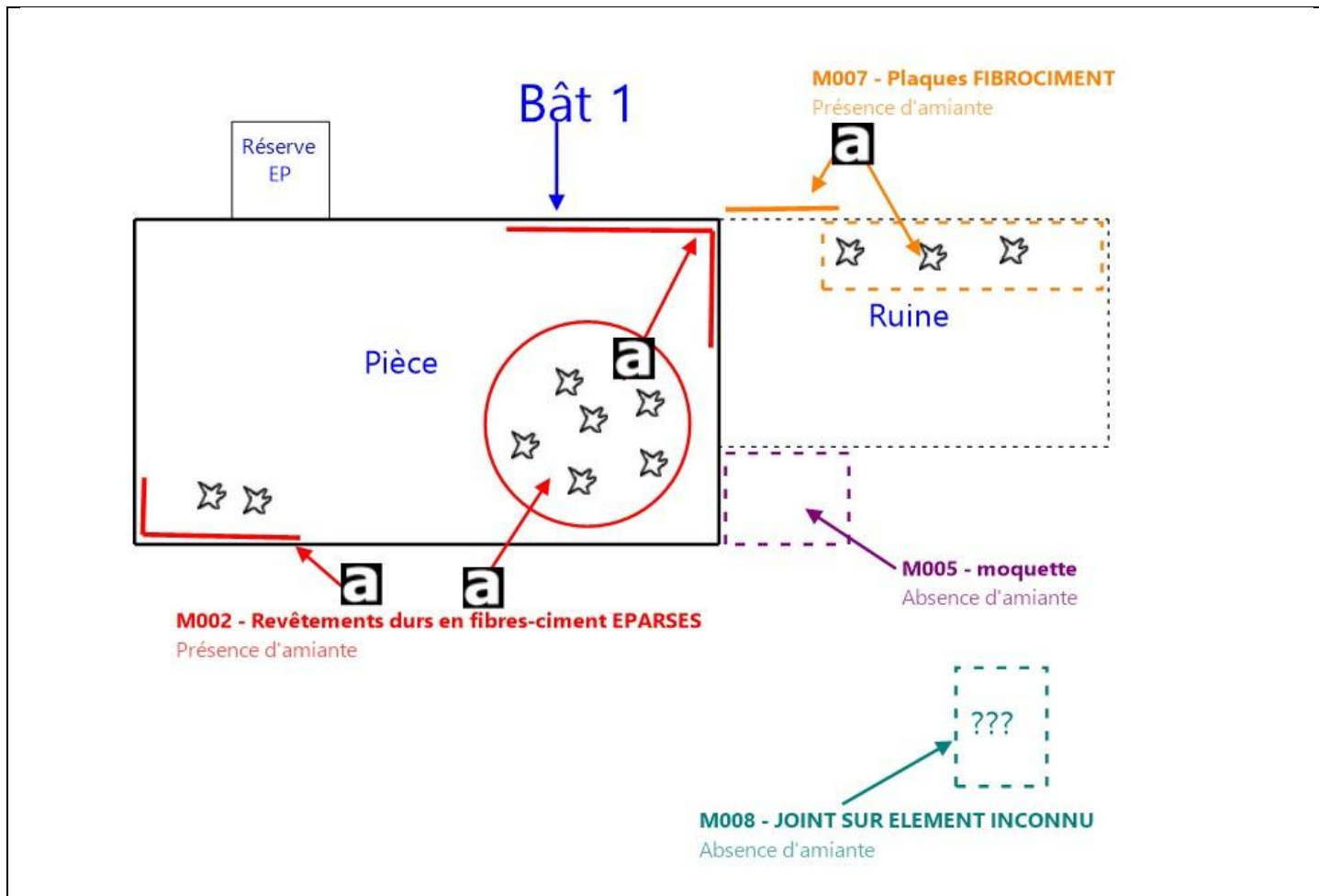
e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.4 Plans et croquis



Légende













	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage
	Brides		Colle de revêtement
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites






Planche de repérage technique






Dossier n° 25/IMO/44666/OLP
Etabli le : 01/07/2025

Adresse du bien :
LIEU DIT BABOUINE
FORET DE SUZAC
17132
MESCHERS SUR GIRONDE



Nom du rédacteur :
OLIVIER PROVINI
SARLAUGRY

7.5 Photos

	<p>Photo n° PhA001 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Joint d'assemblage Description : Joint d'assemblage</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres Partie d'ouvrage : Revêtements durs en fibres-ciment Description : Revêtements durs en fibres-ciment EPARSES Localisation sur croquis : M002</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres Partie d'ouvrage : Revêtements durs en fibres-ciment Description : Revêtements durs en fibres-ciment EPARSES Localisation sur croquis : M002</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres Partie d'ouvrage : Revêtements durs en fibres-ciment Description : Revêtements durs en fibres-ciment EPARSES Localisation sur croquis : M002</p>
	<p>Photo n° PhA003 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds Partie d'ouvrage : Panneaux collés vissés ou cloués Description : Panneaux collés vissés ou cloués type ISOREL</p>

	<p>Photo n° PhA004 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce : MENUISERIES BOIS Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures Partie d'ouvrage : Joint de mastic de vitrage Description : Joint de mastic de vitrage</p>
	<p>Photo n° PhA005 Localisation : Annexes - Ruine Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie d'ouvrage : Dalle moquette avec entre couche noire Description : Dalle moquette avec entre couche noire Localisation sur croquis : M005</p>
	<p>Photo n° PhA006 Localisation : Annexes - Ruine Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) Partie d'ouvrage : Panneaux de cloisons TYPE ISOREL Description : Panneaux de cloisons TYPE ISOREL</p>
	<p>Photo n° PhA007 Localisation : Annexes - Ruine Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich Partie d'ouvrage : Plaques FIBROCIMENT Description : Plaques FIBROCIMENT Localisation sur croquis : M007</p>
	<p>Photo n° PhA007 Localisation : Annexes - Ruine Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich Partie d'ouvrage : Plaques FIBROCIMENT Description : Plaques FIBROCIMENT Localisation sur croquis : M007</p>

	<p>Photo n° PhA008 Localisation : Annexes - Terrain Ouvrage : 8 - Équipements divers et accessoires - Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes Partie d'ouvrage : JOINT SUR ELEMENT INCONNU Description : JOINT SUR ELEMENT INCONNU Localisation sur croquis : M008</p>
	<p>Photo n° PhA009 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie d'ouvrage : BOIS Description : BOIS</p>
	<p>Photo n° PhA010 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : PLAQUES BETON Description : PLAQUES BETON</p>
	<p>Photo n° PhA011 Localisation : Bâtiment 1 - Pièce Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Poutres et charpentes Partie d'ouvrage : CHARPENTE BOIS Description : CHARPENTE BOIS</p>
	<p>Photo n° PhA012 Localisation : Bâtiment 1 - Toiture Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Éléments associés à la toiture Partie d'ouvrage : TOLES METAL Description : TOLES METAL</p>

	<p>Photo n° PhA013 Localisation : Annexes - Ruine Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Poteaux Partie d'ouvrage : STRUCTURE BOIS Description : STRUCTURE BOIS</p>
	<p>Photo n° PhA014 Localisation : Bâtiment 1 - Façades Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux Partie d'ouvrage : BETON BRUTE Description : BETON BRUTE</p>

7.6 Rapports d'essais de laboratoire



**Eurofins Lab Environment Testing Portugal,
Unipessoal Lda.**



SOCIETE AUGRY
Monsieur Renaud AUGRY
Avenue Jean Jaurès 7
17110 SAINT GEORGES DE DIDONNE


RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX



N° de rapport d'analyse : AR-25-EK-043232-01
Date d'émission de rapport : 11/07/2025 17:32

Référence dossier Client: 68662c60a61f1
Référence dossier N° : 25UV053239
Référence laboratoire N° : 25EK038803

Reçu par MyEasyLab le : 08/07/2025 13:46
Reçu par le laboratoire le : 08/07/2025
Date d'analyse : 10/07/2025

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	B01 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Joint d'assemblage - Joint d'assemblage - Batiment 1 - Piece	Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET / FF2S	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	B02 - 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres - Revêtements durs en fibres-ciment - Revêtements durs en fibres-ciment EPARSE - Batiment 1 - Piece	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (beige)	MOLP / X91C	2 / 2	-	 Fibres d'amiante de type chrysotile
003	B03 - 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds - Panneaux colles visées ou cloues - Panneaux colles visées ou cloues type ISOREL - Batiment 1 - Piece	Matériau semi-dur (fibreux) (marron)	MET / FF2S	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	B04 - 2 - Parois verticales extérieures et Facades - Menuiseries extérieures - Joint de mastic de vitrage - Joint de mastic de vitrage - Batiment 1 - Piece ; MENUISERIES BOIS	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type mastic (beige)	MET / FF2S	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	B05 - 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Dalle moquette avec entre couche noire - Dalle moquette avec entre couche noire - Annexes - Ruine	Matériau souple fibreux de type moquette (fibreux) (bleu) ; matériau souple (fibreux) (marron)(I)	MET / BO2V	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées



La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.
Rua Monte de Além, 62
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL


1/3



**Eurofins Lab Environment Testing Portugal,
Unipessoal Lda.**



N° de rapport d'analyse : AR-25-EK-043232-01

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
006	B06 - 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, prefabriquées) - Panneaux de cloisons TYPE ISOREL - Annexes - Ruine	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type plaque (fibreuse) (marron) ; matériau semi-dur (blanc)(i)	MET / BO2V	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
007	B07 - 2 - Parois verticales extérieures et Facades - Facades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich - Plaque FIBROCIMENT - Plaque FIBROCIMENT - Annexes - Ruine	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (beige)	MOLP / X91C	4 / 4	-	 Fibres d'amiante de type chrysotile, riebeckite-amiante (crocidolite)
008	B08 - 8 - Equipements divers et accessoires - Chaudières (mixtes, collectives), chauffe baign, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes - JOINT SUR ELEMENT INCONNU - JOINT SUR ELEMENT INCONNU - Annexes - Terrain	Matériau souple de type joint (noir)	MET / FF2S	1 / 2	Calcination et/ou attaque chimique et/ou mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Observation(s) couche(s)

(i) Ce résultat a été confirmé par plusieurs prises d'essais concordantes.

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

MOLP : Détermination Fibres d'amiante. Détection et identification par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée à partir du Guide HSG 248 de 2021 - annexe 2

MET : Détermination des Fibres d'amiante. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NFX43-050 : Juillet 2021 et méthode interne P-PS-SOP3368 : version 8.

**Eurofins Lab Environment Testing Portugal,
Unipessoal Lda.**

N° de rapport d'analyse : AR-25-EK-043232-01

Notes :

1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue portugaise et stockée en interne par le laboratoire. - 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire sépare l'échantillon transmis par le demandeur pour une analyse par composant. Des composants décrits simultanément dans une même prise d'essai n'ont pas pu être séparés pour l'analyse. - 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MDLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse. - 4 : "Fibres d'amiante non détectées" au MDLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm. "Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante. - 5 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° L0705-1 et est disponible sur <http://www.ipac.pt/>. - 6 : La liste des méthodes avec accréditations flexibles intermédiaires peut être consultée sur <https://www.eurofins.pt/ambiente/eurofins-lab-environment-testing-portugal/laboratório-de-análise-de-amiante/qualidade/>. - 7 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client. - 8 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18) modifié par l'Arrêté du 26 décembre 2019, Arrêté du 25 juillet 2022 (JORF n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10). - 9 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Validé et autorisé par :

Cláudio Teixeira
Technicien de laboratoire

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.
Rua Monte de Além, 62
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL

3/3

7.7 Autres documents

7.8 Assurance

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

AGENT

EI JOUARET DAVID
64 BD DE LATTRE DE TASSIGNY
17200 ROYAN
Tél : 0546051760
Fax : 05 46 06 66 39
Email : AGENCE.DAVID.JOUARET@AXA.FR
Portefeuille : 0017047144

**SARL AUGRY
7 AV JEAN JAURES
17110 ST GEORGES DE DIDONNE FR**

Vos références :

Contrat n° 6709513304
Client n° 3829967304

AXA France IARD, atteste que :

**SARL AUGRY
7 AV JEAN JAURES
17110 ST GEORGES DE DIDONNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 6709513304** ayant pris effet le **01/01/2024** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs survenus du fait de l'exercice de ses activités

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS.

1/ en cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1° à 7° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation

2/ en cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;

1D052620241001



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/3

- L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation

PRESTATIONS AUTRES QUE CELLES REALISEES DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE**Métrage loi CARREZ****Etat des lieux locatifs****Mesure du Radon dans les maisons individuelles et immeubles a usage d'habitation****Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité - pret a taux zero****Etablissement du carnet d'entretien en matière de mise en copropriété****Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapé****Vérifications réglementaires périodiques en matière d'installations électriques****Infiltrométrie, Test d'étanchéité à l'air****Réglementation thermique RT 2012 et RE 2020****Diagnostic Technique Global (DTG)****Recherche de fuites d'eau****Diagnostic assainissement autonome et collectif.****Contrôle des réseaux aэrauliques RE 2020****Audit énérgétique réalisé dans le cadre de la Loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22/08/2021 ; A L'EXCLUSION DE TOUTES PRESTATIONS DE LOUAGE D'OUVRAGE OU DE MAITRISE D'ŒUVRE RELEVANT DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE DECENNALE.****Prestation de services pour des tâches administratives : pré-rédaction d'attestation de prise en compte du phénomène de retrait gonflement des sols argileux à la déclaration d'achèvement des travaux**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/10/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à ROYAN le 1 octobre 2024

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3


Pour la société :


**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3

7.9 Certificat de compétences


 Certification de Personnes
Accréditation
n°4-0567
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
www.cofrac.fr

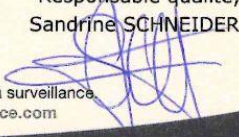

 Bureau Contrôle Certification

N° de certification
B2C 0167

CERTIFICATION DE PERSONNES
 attribuée à :
Olivier PROVINI
 Dans les domaines suivants :

Amiante sans mention : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante Obtenu le : 10/10/2022 Valable jusqu'au : 09/10/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Amiante avec mention : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante Obtenu le : 10/10/2022 Valable jusqu'au : 09/10/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Plomb sans mention : Secteur A : Certification de personnes réalisant des constats de risque d'exposition au plomb (CREP) Obtenu le : 25/05/2023 Valable jusqu'au : 24/05/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Energie sans mention (DPE) : Secteur D : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et des attestations de prise en compte de la réglementation thermique Obtenu le : 08/12/2022 Valable jusqu'au : 07/12/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Energie avec mention (DPE) : Secteur Dbis : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'immeubles ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation Obtenu le : 08/12/2022 Valable jusqu'au : 07/12/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Électricité : Secteur F : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures d'électricité Obtenu le : 17/12/2021 Valable jusqu'au : 16/12/2028* <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Gaz : Secteur E : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures de gaz Obtenu le : 12/11/2023 Valable jusqu'au : 11/11/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
Termites : Secteur C : certification des personnes réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment, en métropole Obtenu le : 10/01/2023 Valable jusqu'au : 09/01/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>

Fait à STRASBOURG, le 10 novembre 2023

Responsable qualité,
 Sandrine SCHNEIDER


*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.
 La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com

24 rue des Prés • 67380 LINGOLSHEIM • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : b.2.c@orange.fr • www.b2c-france.com

Fin du rapport n° 25/IMO/44666/OLP